ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 31 ΜΑΡΤΙΟΥ 1970	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 76

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 495. Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Συμφωνίας ἀπὸ 9ης Ἀπριλίου 1969 ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφοράς. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

250. Περὶ συστάσεως τακτικῶν θέσεων παρὰ τῷ Ν.Π.Δ.Δ. «Ἵδρυμα–Σιβιτανίδειος Δημοσία Σχολὴ Τεχνῶν καὶ Ἐπαγγελμάτων», κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν.Δ. 169)69. 2

251. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 36)1968 Β. Δ. «περὶ παροχῆς προσωρινοῦ χρηματικοῦ βοηθήματος εἰς Χανσενικοὺς ναυτικούς» (ΦΕΚ 8 Α'). 3

252. Περὶ παροχῆς ἀδείας εἰς τὴν Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» ὅπως μεταβιβάσῃ ἀπαλλοτριωθεῖσαν ὑπὲρ αὐτῆς ἔκτασιν 50.550 τμ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας, εἰς τὴν Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ». 4

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἀποφάσεως Ν.Ε. (συν. 1344)1)3.11.64) «περὶ ἐλέγχου πωλήσεων ἐπὶ πιστώσει». 5

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 495

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Συμφωνίας ἀπὸ 9ης Ἀπριλίου 1969 ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφοράς.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 9ην Ἀπριλίου 1969 Συμφωνία ἐπὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἧς τὸ κείμενον ἔχει ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει ὡς ἀκολούθως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως
Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛ. Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Μαρτίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE GRECE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Désireux de favoriser les transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux Etats, ainsi que le transit à travers leur territoire, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les entreprises établies en France ou en Grèce sont autorisées à effectuer des transports de voyageurs ou de marchandises au moyen de véhicules immatriculés dans l'un ou l'autre des deux Etats, soit entre les territoires des deux Parties Contractantes, soit en transit sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties Contractantes, dans les conditions définies par le présent Accord.

I. TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Article 2

Tous les transports de voyageurs entre les deux Etats, ou en transit par leur territoire, effectués au moyen de véhicules aptes à transporter plus de huit personnes assises, non compris le conducteur, sont soumis au régime de l'autorisation préalable, à l'exception des transports visés à l'article 3 du présent Accord.

Article 3

1) Ne sont pas soumis au régime de l'autorisation préalable les transports touristiques occasionnels répondant aux conditions suivantes :

a) le véhicule transporte sur tout le trajet le même groupe de vouyageurs et revient à son point de départ sans charger ni déposer de voyageurs en cours de route.

b) le transport ne doit pas être effectué de nuit ni comporter des étapes journalières excédant cinq cents kilomètres environ sur le territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes.

2) Les entreprises doivent établir une déclaration dont le modèle est approuvé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats.

Article 4

1) La demande d'autorisation pour les services réguliers doit être adressée à l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule. Elle doit être accompagnée des renseignements suivants :

a) période d'exploitation et fréquence ;

b) projet d'horaire ;

c) projet de tarif ;

d) schéma de l'itinéraire ;

e) éventuellement, conditions particulières d'exploitation.

2) Si l'autorité compétente de l'Etat où le véhicule est immatriculé à l'intention de donner suite à la demande mentionnée à l'alinéa 1, elle transmet un exemplaire de la demande à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

3) L'autorité compétente de chaque Partie Contractante délivre l'autorisation pour son propre territoire et transmet sans retard une copie de cette autorisation à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

4) Les autorités compétentes délivrent les autorisations, en principe, sur la base de la réciprocité.

Article 5

Les demandes d'autorisation pour les transports de voyageurs qui ne répondent pas aux conditions mentionnées aux articles 2 et 4 du présent Accord doivent être soumises par le transporteur aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante.

II. TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Article 6

Tous les transports de marchandises entre les deux Etats, ou en transit sur leur territoire, sont soumis au régime de l'autorisation préalable, à l'exception des transports mentionnés à l'article 9 du présent Accord.

Article 7

1. Les autorisations sont de deux types :

a) autorisations au voyage, valables pour un ou plusieurs transports et dont la durée de validité ne peut dépasser trois mois ;

b) autorisations à temps, valables pour un nombre indeterminé de transports et dont la durée de validité est d'un an.

2. L'autorisation de transport confère au transporteur le droit de prendre en charge, au retour des marchandises.

Article 8

Les autorités compétentes du pays d'immatriculation des véhicules délivrent les autorisations pour le compte de l'autre Partie Contractante, dans la limite des contingents fixés annuellement d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 9

Ne sont pas soumis à autorisation :

a) les transports de bagages par remorques adjointes aux véhicules destinés aux transports de voyageurs, ainsi que les transports de bagages par tout autre genre de véhicule à destination ou en provenance des aéroports ;

b) les transports postaux ;

c) l'entrée des véhicules de dépannage et de remorquage, ainsi que le transport des véhicules endommagés ;

d)les transports funéraires au moyen de véhicules spécialement amenagés à cet effet.

Article 10

Son soumis à autorisation, mais placés hors contingent :

a) les transports de marchandises au moyen de véhicules automobiles dont le poids total en charge (y compris celui des remorques) n'excède pas six tonnes ;

b) les transports d'objets et d'oeuvres d'art destinés à des foires, à des expositions ou à des démonstrations ;

c) les transports occasionnels d'objets et de matériels destinés exclusivement à la publicité ou à l'information ;

d) les transports de déménagements effectués par des entreprises disposant de personnel et de matériel spécialisés ;

e) les transports de matériels, d'accessoires et d'animaux à destination ou en provenance de manifestations théâtrales, musicales, cinématographiques, sportives, de cirques, de foires ou de kermesses, ainsi que ceux destinés aux enregistrements radiophoniques, aux prises de vues cinématographiques ou à la télévision.

Article 11

1. Les autorisations sont imprimées dans les langues des deux Parties Contractantes, selon des modèles arrêtés d'un commun accord par leurs autorités compétentes.

2. Ces autorités se transmettent en blanc les autorisations nécessaires pour effectuer les transports soumis au présent Accord.

Article 12

1. Les entreprises établies sur le territoire d'une des Parties Contractantes ne peuvent effectuer des transports de marchandises au départ du territoire de l'autre Partie Contractante à destination d'un pays tiers, et vice-versa, dans l'autorisation spéciale des autorités compétentes de cette autre partie contractante.

2. Les autorisations spéciales sont délivrées sur la base de la réciprocité.

III. DISPOSITIONS GENERALES

Article 13.

Sont interdits les transports internes de voyageurs ou de marchandises effectués entre deux lieux situés sur le territoire d'une Partie Contractante, au moyen d'un véhicule immatriculé sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 14.

1. Les entreprises qui effectuent, au moyen de véhicules immatriculés dans l'un des Etats, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des transports régis par le présent Accord, sont exonérées des impôts sur les transports et des taxes de circulation, dans la mesure et selon les conditions fixées par le Protocole visé à l'article 24 du présent Accord.

2. Toute modification de la législation fiscale dans l'un ou l'autre des deux Etats donnera lieu à une concertation de leurs autorités compétentes au sein de la Commission mixte instituée par l'article 23 du présent Accord.

Article 15.

1. Les autorités compétentes délivrent gratuitement les autorisations prévues par le présente Accord.

2. Les autorisations de transport doivent se trouver à bord des véhicules et être présentées à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

3. Les autorisations doivent être accompagnées d'un compte rendu de transport qui est timbré par le service des douanes à l'entrée et la sortie du territoire de l'Etat pour lequel elles sont valables.

4. Les dispositions prévues aux alinéa 2 et 3 s'appliquent également aux déclarations visées à l'article 3 du présent Accord.

Article 16.

Les membres de l'équipage du véhicule peuvent importer en franchise et sans autorisation d'importation leurs effets personnels et l'outillage nécessaire à leur profession pour la durée de leur séjour dans le pays d'importation. Ils peuvent réexporter ces articles sans autorisation.

Article 17.

Les pièces détachées destinées à la réparation d'un véhicule effectuant un transport visé par le présent Accord sont admissibles en franchise de droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation, à condition d'être placées sous le couvert d'un titre d'admission temporaire. Les pièces remplacées seront exportées ou détruites sous le contrôle du service des douanes.

Article 18.

Les conditions d'admission du carburant contenu dans le réservoirs des véhicules sont fixées sur la base de la réciprocité, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, signée à Genève le 18 mai 1956.

Article 19.

Le réglement mutuel des dettes et des créances découlant des dispositions du présent Accord s'effectue conformément aux dispositions de l'Accord de paiement en vigueur entre la France et la Grèce.

Article 20.

1. La réglementation interne de chaque Partie Contractante s'applique à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le présent Accord.

2. En matière de dimensions et de poids des véhicules automobiles, chacune des Parties Contractantes s'engage à ne pas soumettre les véhicules immatriculés dans l'autre Etat à des conditions plus restrictives que celles applicables aux véhicules immatriculés sur son propre territoire.

Article 21.

1. En cas de violation des disposition du présent Accord, commise sur le territoire d'une des Parties Contractantes, les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule sont tenues, à la demande des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante, d'appliquer l'une des sanctions suivantes:

a) avertissement simple;

b) avertissement avec mention qu'en cas de récidive il y aura lieu d'appliquer la mesure prévue à la lettre c du présent article;

c) retrait de l'autorisation prévue par le présent Accord, à titre temporaire ou définitif.

2. Les autorités qui prennent la sanction sont tenues d'en informer celles qui l'ont demandée.

Article 22.

Les Parties Contractantes se font connaître les services compétents pour prendre les mesures définies par le présent Accord et pour échanger tous les renseignements nécessaires, statistiques ou autres.

Article 23.

1. Pour permettre la bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties Contractantes instituent une Commission mixte.

2. Ladite Commission se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

3. Les conclusions de la Commission mixte sont soumises à l'approbation des autorités compétentes de chaque Partie Contractante dans la mesure où cela apparaît nécessaire.

Article 24.

1. Les Parties Contractantes réglent les modalités d'application du présent Accord par un Protocole signé en même temps que ledit Accord.

2. La Commission instituée à l'article 23 du présent Accord est compétente pour modifier éventuellement ledit Protocole.

Article 25.

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date du ler juillet 1969.

2. L'Accord sera valable un an à partir de la date de son entrée en vigueur. Il sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes trois mois au moins avant l'expiration de sa validité.

Fait à Athènes, le 9 avril 1969, en deux exemplaires origianux, en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce	Pour le Gouvernement de la République Française
GEORGES TSISTOPOULOS	JACQUES BAEYENS

Σ Υ Μ Φ Ω Ν Ι Α

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας ἀφορῶσα εἰς τὰς Διεθνεῖς Ὁδικὰς Μεταφοράς.

Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως διευκολύνουν τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν ὡς καὶ τὰς ὑπὸ διαμετακόμισιν ὁμοίας μέσῳ τῶν ἐδαφῶν των, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

Αἱ ἐπιχειρήσεις αἱ ἐγκατεστημέναι εἰς Γαλλίαν ἢ Ἑλλάδα δύνανται νὰ ἐκτελοῦν μεταφορὰς ἐπιβατῶν ἢ ἐμπορευμάτων δι' αὐτοκινήτων ἀπογεγραμμένων εἰς τὸ ἓν ἢ τὸ ἕτερον τῶν δύο Κρατῶν, εἴτε μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, εἴτε ὑπὸ διαμετακόμισιν μέσῳ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

I. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

Ἄρθρον 2.

Ὅλαι αἱ μεταφοραὶ ἐπιβατῶν μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ μέσῳ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν, ἐκτελούμεναι δι' ὀχημάτων ἱκανῶν νὰ μεταφέρωσι περισσότερα τῶν ὀκτὼ προσώπων καθημένων, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὁδηγοῦ, ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας, ἐξαιρέσει τῶν μεταφορῶν περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 3.

1. Δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας αἱ ἔκτακτοι Γουριστικαὶ μεταφοραὶ αἱ ἀνταποκρινόμεναι εἰς τοὺς κάτωθι ὅρους:

α) Τὸ ὄχημα μεταφέρει καθ' ὅλην τὴν διαδρομὴν τὴν αὐτὴν ὁμάδα ἐπιβατῶν καὶ ἐπιστρέφει εἰς τὸν τόπον ἀναχωρήσεως χωρὶς νὰ ἐπιβιβάσῃ ἢ νὰ ἀποβιβάσῃ καθ' ὁδὸν ἐπιβάτας.

β) Ἡ μεταφορὰ δὲν πρέπει νὰ ἐκτελῆται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς νυκτός, οὔτε νὰ περιλαμβάνῃ ἡμερησίας διαδρομὰς ἀνωτέρας τῶν πεντακοσίων περίπου χιλιομέτρων ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Αἱ ἐπιχειρήσεις δέον νὰ καταρτίζουν δήλωσιν, τῆς ὁποίας τὸ σχέδιον ἐγκρίνεται διὰ κοινῆς συμφωνίας ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Κρατῶν.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ αἴτησις πρὸς χορήγησιν ἀδείας διὰ τὰς τακτικὰς ἐπιβατικὰς ὑπηρεσίας δέον νὰ ἀπευθύνεται εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τῆς Χώρας ἀπογραφῆς τοῦ ὀχήματος. Αὕτη δέον νὰ συνοδεύηται ἀπὸ τὰς ἑξῆς πληροφορίας:

α) περίοδον καὶ συχνότητα ἐκμεταλλεύσεως.
β) ὡράριον
γ) τιμολόγιον
δ) δρομολόγιον
ε) ἐνδεχομένως εἰδικοὺς ὅρους ἐκμεταλλεύσεως.

2. Ἐὰν ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ Κράτους, εἰς ὃ εἶναι ἀπογεγραμμένον τὸ ὄχημα προτίθεται νὰ δώσῃ συνέχειαν εἰς τὴν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 ἀναφερομένην αἴτησιν, μεταβιβάζει ἓν ἀντίγραφον αὐτῆς εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους χορηγεῖ τὴν ἄδειαν διὰ τὴν διαδρομὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ καὶ διαβιβάζει ἄνευ καθυστερήσεως ἓν ἀντίτυπον αὐτῆς εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

4. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ χορηγοῦν τὰς ἀδείας βάσει τῆς ἀρχῆς τῆς ἀμοιβαιότητος.

Ἄρθρον 5.

Αἱ αἰτήσεις ἀδειῶν διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν αἵτινες δὲν ἀνταποκρίνονται εἰς τοὺς ὅρους, τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὰ ἄρθρα 3 καὶ 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας δέον νὰ ὑποβάλλωνται ὑπὸ τῶν μεταφορέων εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

II. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

Ἄρθρον 6.

Ὅλαι αἱ μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν ἢ αἱ ὑπὸ διαμετακόμισιν τοιαῦται μέσῳ τῶν ἐδαφῶν των, ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας, ἐξαιρέσει τῶν μεταφορῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 9 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 7.

1. Αἱ ἄδειαι εἶναι δύο τύπων:

α) Ἄδειαι ταξιδίου, ἰσχύουσαι διὰ μίαν ἢ περισσοτέρας μεταφοράς, ὧν ἡ διάρκεια ἰσχύος δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ τρίμηνον.

β) Ἄδειαι διαρκείας ἰσχύουσαι δι' ἕνα ἀκαθόριστον ἀριθμὸν μεταφορῶν ἰσχύος ἑνὸς ἔτους.

2. Ἡ ἄδεια μεταφορᾶς ἐπιτρέπει εἰς τὸν μεταφορέα νὰ φορτώνῃ ἐμπορεύματα κατὰ τὴν ἐπιστροφήν.

Ἄρθρον 8.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς Χώρας ἀπογραφῆς τῶν ὀχημάτων ἐκδίδουν τὰς ἀδείας διὰ λογαριασμὸν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐντὸς τοῦ ὁρίου τῶν ποσοστώσεων τῶν ὁριζομένων ἐτησίως διὰ κοινῆς συμφωνίας ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας:

α) Αἱ μεταφοραὶ ἀποσκευῶν διὰ ρυμουλκουμένων προσηρτημένων εἰς ὀχήματα μεταφορᾶς ἐπιβατῶν, ὡς καὶ αἱ μεταφοραὶ ἀποσκευῶν δι' ὀχημάτων πάσης κατηγορίας προορισμοῦ ἢ προελεύσεως ἀεροπλοίων.

β) Αἱ ταχυδρομικαὶ μεταφοραί.

γ) Ἡ εἴσοδος ὀχημάτων ἐπισκευῆς καὶ ρυμουλκήσεως ὡς καὶ ἡ μεταφορὰ ὀχημάτων ἅτινα ὑπέστησαν βλάβην.

Ἄρθρον 10.

Ὑπόκεινται εἰς ἄδειαν ἐκτὸς ποσοστώσεως:

α) Αἱ μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων δι' αὐτοκινήτων ὀχημάτων ὧν τὸ ὁλικὸν μικτὸν βάρος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ βάρους τῶν ρυμουλκουμένων) δὲν ὑπερβαίνει τοὺς 6 τόννους.

β) Αἱ μεταφοραὶ ἀντικειμένων καὶ ἔργων τέχνης, προοριζομένων δι' ἐμποροπανηγύρεις, ἐκθέσεις, ἢ ἐπιδείξεις.

γ) Αἱ ἔκτακτοι μεταφοραὶ ἀντικειμένων καὶ ὑλικῶν προοριζομένων ἀποκλειστικῶς διὰ διαφήμισιν καὶ διὰ πληροφορίας.

δ) Αἱ μεταφοραὶ μετοικήσεως ἐκτελούμεναι παρὰ ἐπιχειρήσεων, αἵτινες διαθέτουν προσωπικὸν καὶ ὑλικὰ εἰδικευμένα.

ε) Αἱ μεταφοραὶ ὑλικῶν, ἐξαρτημάτων καὶ ζώων προορισμοῦ ἢ προελεύσεως ἐκδηλώσεων θεατρικῶν, μουσικῶν κινηματογραφικῶν, ἀθλητικῶν, τσίρκων, ἢ πανηγύρεων ὡς καὶ αἱ προοριζόμεναι διὰ ραδιοφωνικὰς ἐγγραφὰς καὶ διὰ κινηματογραφικὰς ἢ τηλεοπτικὰς λήψεις.

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ἄδειαι ἐκτυποῦνται εἰς τὰς γλώσσας τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν συμφώνως πρὸς σχέδια καθοριζόμενα διὰ κοινῆς συμφωνίας τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν αὐτῶν.

2. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ διαβιβάζουν ἐν λευκῷ, τὰς ἀναγκαίας ἀδείας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν μεταφορῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 12.

1. Αἱ ἐπιχειρήσεις αἱ ἐγκατεστημέναι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δύνανται νὰ ἐκτελοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους μὲ προορισμὸν μίαν τρίτην χώραν, καὶ ἀντιστρόφως, ἄνευ εἰδικῆς ἀδείας τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν αὐτοῦ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Αἱ εἰδικαὶ ἄδειαι χορηγοῦνται βάσει τῆς ἀρχῆς τῆς ἀμοιβαιότητος.

ΙΙΙ. ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Ἄρθρον 13.

Ἀπαγορεύονται αἱ ἐσωτερικαὶ μεταφοραὶ ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων αἱ ἐκτελούμεναι μεταξὺ δύο σημείων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους, μέσῳ ὀχήματος ἀπογεγραμμένου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 14.

1. Αἱ ἐπιχειρήσεις αἵτινες ἐκτελοῦν μεταφορὰς διεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας μέσῳ ὀχημάτων ἀπογεγραμμένων ἐντὸς ἑνὸς τῶν Κρατῶν, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀπαλλάσσονται τῶν δασμῶν ἐπὶ τῶν μεταφορῶν καὶ τῶν τελῶν κυκλοφορίας, κατὰ τὸ μέτρον καὶ ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τοῦ Πρωτοκόλλου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 24 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Πᾶσα τροποποίησις τῆς φορολογικῆς νομοθεσίας τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τῶν δύο Κρατῶν συνεπάγεται τὴν συνεννόησιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν εἰς τοὺς κόλπους τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τῆς ὁριζομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 23 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 15.

1. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ χορηγοῦν ἀτελῶς τὰς ἀδείας τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Αἱ ἄδειαι μεταφορῶν δέον νὰ συνοδεύουν τὰ ὀχήματα καὶ νὰ ἐπιδεικνύωνται, ἐφ' ὅσον ζητοῦνται εἰς τὰ ἐντεταλμένα ὄργανα ἐλέγχου.

3. Αἱ ἄδειαι δέον νὰ συνοδεύωνται δι' ἑνὸς δελτίου μεταφορᾶς, ὅπερ σφραγίζεται ὑπὸ τῆς Τελωνειακῆς Ὑπηρεσίας κατὰ τὴν εἴσοδον καὶ τὴν ἔξοδον ἐκ τῆς χώρας διὰ τὴν ὁποίαν τοῦτο ἰσχύει.

4. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 ἐφαρμόζονται ὁμοίως καὶ εἰς τὰς δηλώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 16.

Τὰ μέλη τοῦ πληρώματος τῶν ὀχημάτων δύνανται νὰ εἰσάγουν ἀτελῶς καὶ ἄνευ ἀδείας εἰσαγωγῆς τὰ ἀτομικά των χρειώδη καὶ τὰ ἐργαλεῖα τὰ ἀπαραίτητα εἰς τὸ ἐπάγγελμά των, διὰ τὸν χρόνον τῆς παραμονῆς των εἰς τὴν χώραν εἰσαγωγῆς. Οὗτοι δύνανται νὰ ἐξάγουν ἐκ νέου τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ἄνευ ἀδείας.

Ἄρθρον 17.

Τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ προοριζόμενα δι' ἐπισκευὴν ὀχήματος ἐκτελοῦντος μεταφορὰς διεπομένας ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰσάγονται ἀπηλλαγμένα δασμῶν καὶ εἰσαγωγικῶν δικαιωμάτων καὶ ἄνευ ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν εἰσαγωγῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ταῦτα θὰ συνοδεύωνται ὑπὸ τίτλου προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Τὰ ἀντικατασταθέντα τεμάχια δέον νὰ ἐπανεξάγωνται ἢ νὰ κατατρέφωνται ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς τελωνειακῆς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 18.

Οἱ ὅροι παραδοχῆς τοῦ καυσίμου τοῦ περιεχομένου ἐντὸς τῆς ἀποθήκης τῶν ὀχημάτων καθορίζονται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀρχῆς τῆς ἀμοιβαιότητος, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Τελωνειακῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς μὲ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν τῶν ὁδικῶν ἐμπορευματικῶν ὀχημάτων. ὑπογραφείσης ἐν Γενεύῃ τὴν 18 Μαΐου 1956.

Ἄρθρον 19.

Ἡ ἀμοιβαία τακτοποίησις πιστώσεων καὶ χρεώσεων ἀπορρεουσῶν ἐκ τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας διενεργεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν ἰσχύϊ Συμφωνίας πληρωμῶν μεταξὺ Γαλλίας καὶ Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 20.

1. Οἱ ἐσωτερικοὶ κανονισμοὶ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους ἐφαρμόζονται εἰς ἅπαντα τὰ θέματα ἅτινα δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς διαστάσεις καὶ τὸ βάρος τῶν αὐτοκινήτων ὀχημάτων, ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑποχρεοῦται ὅπως μὴ ὑποβάλλῃ τὰ ὀχήματα τὰ ἀπογεγραμμένα ἐντὸς τοῦ ἑτέρου Κράτους εἰς ὅρους περισσότερον περιοριστικοὺς ἐκείνων αἵτινες ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν ὀχημάτων τῶν ἀπογεγραμμένων ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους.

Ἄρθρον 21.

1. Εἰς περίπτωσιν παραβάσεως τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμφωνίας διαπραχθείσης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς χώρας ἀπογραφῆς τοῦ ὀχήματος ὀφείλουν, τῇ αἰτήσει τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, νὰ ἐπιβάλουν μίαν τῶν κάτωθι κυρώσεων:

α) Ἁπλῆν προειδοποίησιν.

β) Προειδοποίησιν εἰς ἣν θὰ γίνεται μνεία ὅτι εἰς περίπτωσιν ἐπαναλήψεως θὰ ἐφαρμοσθῇ τὸ μέτρον τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἐδάφιον γ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

γ) Προσωρινὴ ἢ ὁριστικὴ ἀνάκλησις τῆς ἀδείας ἐκτελέσεως τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένων μεταφορῶν.

2. Αἱ ἀρχαὶ αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλουν τὴν ποινὴν ὀφείλουν νὰ πληροφοροῦν σχετικῶς τὰς ἀρχὰς αἵτινες ἠτήσαντο αὐτήν.

Ἄρθρον 22.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιοῦν τὰς ὑπηρεσίας αἵτινες εἶναι ἁρμόδιαι διὰ τὴν λῆψιν τῶν μέτρων τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν ἁπασῶν τῶν ἀπαραιτήτων πληροφοριῶν, στατιστικῶν ἢ ἑτέρων.

Ἄρθρον 23.

1. Διὰ τὴν καλὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνιστοῦν μίαν Μικτὴν Ἐπιτροπήν.

2. Ἡ εἰρημένη Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐναλλὰξ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

3. Αἱ ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς ὑπόκεινται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους, εἰς ἃς περιπτώσεις τοῦτο κρίνεται ἀναγκαῖον.

Ἄρθρον 24.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ρυθμίζουν τὸν τρόπον ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας δι' ἑνὸς Πρωτοκόλλου ὑπογραφομένου ταὐτοχρόνως μετὰ τῆς ἐν λόγῳ Συμφωνίας.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ ἡ συνιστωμένη διὰ τοῦ ἄρθρου 23 τῆς παρούσης Συμφωνίας εἶναι ἁρμοδία διὰ τὴν τροποποίησιν τοῦ ὡς ἄνω Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 25.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἐφαρμογῇ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1969.

2. Ἡ Συμφωνία θὰ ἰσχύῃ δι' ἓν ἔτος, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεώς της ἐν ἐφαρμογῇ. Αὕτη θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἐφ' ὅσον οὐδὲν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν καταγγέλλει ταύτην τοὐλάχιστον τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς ἰσχύος της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην Ἀπριλίου 1969 εἰς δύο πρωτότυπα κείμενα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Γαλλίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΤΣΙΣΤΟΠΟΥΛΟΣ	JACQUES BAEYENS

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 250

Περὶ συστάσεως τακτικῶν θέσεων παρὰ τῷ Ν.Π.Δ.Δ. «Ἵδρυμα—Σιβιτανίδειος Δημοσία Σχολὴ Τεχνῶν καὶ Ἐπαγγελμάτων», κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν. Δ. 169)1969.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 1 καὶ 6 τοῦ Ν.Δ. 169)1969 «περὶ τακτοποιήσεως ἐκτάκτων ὑπαλλήλων τῶν Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν καὶ Ν.Π.Δ.Δ.».

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 5724)Δ)5.3.1969 (ΦΕΚ Β)162)7.3.1969) ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ, ὡς Ὑπουργοῦ Προεδρίας Κυβερνήσεως.

3. Τὸ ἄρθρον 7 τοῦ Ν.Δ. 350)1969 (ΦΕΚ τ. Α' 251)29.11.1969).

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Λ5)1—6)210)7.2.1970 (ΦΕΚ Β)112)11.2.1970) ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ.

5. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 78)28.1.1970 σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ ΑΣΔΥ.

6. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 139)12.2.1970 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, Ἀναπληρωτοῦ ἐπὶ τῆς Προεδρίας τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν, ἀπεφασίναμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Συνιστῶνται παρὰ τῷ Ν.Π.Δ.Δ. «ΙΔΡΥΜΑ—ΣΙΒΙΤΑΝΙΔΕΙΟΣ ΔΗΜΟΣΙΑ ΣΧΟΛΗ ΤΕΧΝΩΝ ΚΑΙ ΕΠΑΓΓΕΛΜΑΤΩΝ», αἱ ὡς ἕπεται κατὰ κατηγορίας, κλάδους καὶ βαθμοὺς τακτικαὶ θέσεις ὑπαλλήλων, προστιθέμεναι εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1 τῆς ὑπ' ἀριθ. 89439)8753)19.11.1957 (ΦΕΚ Β)304)19.11.1957), ὑπουργικῆς ἀποφάσεως «περὶ διαρθρώσεως τῶν τακτικῶν θέσεων ὑπαλλήλων τῆς Σιβιτανιδείου Δημοσίας Σχολῆς Τεχνῶν καὶ Ἐπαγγελμάτων», προβλεπομένας τακτικὰς θέσεις, ὡς συνεπληρώθησαν ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 657)8.8.1966 (ΦΕΚ Α)157)16.9.1966) Β. Δ. «περὶ βαθμολογικῆς ἀνυψώσεως θέσεων κλάδων τινῶν ὑπαλλήλων τῆς Σιβιτανιδείου Δημοσίας Σχολῆς Τεχνῶν καὶ Ἐπαγγελμάτων».

Ι. Διδακτικὸν καὶ Ἐργαστηριακὸν Προσωπικὸν Κατωτέρας καὶ Μέσης Τεχνικῆς Σχολῆς.

Α'. Κατηγορία.

Κλάδος Α8 καθηγητῶν τεχνικῶν μαθηματικῶν.

Θέσις μία (1) καθηγητοῦ τεχνικῶν μαθηματικῶν ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ ἕως βοηθοῦ Γυμνασιάρχου.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β6 ἐργαστηριακῶν ἐκπαιδευτῶν.

Θέσεις δέκα ἐννέα (19) ἐπὶ βαθμοῖς 9ῳ ἕως 6ῳ.

ΙΙ. Διοικητικὸν Προσωπικόν.

Α' Κατηγορία.

Κλάδος Α3 Λογιστικός.

Θέσις μία (1) ἐπὶ βαθμοῖς 8ῳ ἕως 6ῳ.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β2 Γραφέως—Σχεδιαστοῦ.

Θέσις μία (1) ἐπὶ βαθμοῖς 10ῳ—6ῳ.

Κλάδος Β3 Φροντιστοῦ.

Θέσις μία (1) ἐπὶ βαθμοῖς 11ῳ ἕως 6ῳ.

ΙΙΙ. Βοηθητικὸν Προσωπικόν.

Γ' Κατηγορία.

Κλάδος Γ1 κλητήρων.

Θέσεις δύο (2) κλητήρων ἐπὶ βαθμοῖς 13ῳ ἕως 9ῳ.

Ἄρθρον 2.

Παρὰ τῷ αὐτῷ Ν.Π.Δ.Δ. συνιστῶνται καὶ αἱ ὡς ἕπεται νέαι κατὰ κατηγορίας, κλάδους καὶ βαθμοὺς θέσεις προστιθέμεναι εἰς τὴν ὀργανικὴν σύνθεσιν τοῦ τακτικοῦ προσωπικοῦ.

Ι. Διδακτικὸν Προσωπικὸν Κατωτέρας καὶ Μέσης Τεχνικῆς Σχολῆς.

Α' Κατηγορία.

Κλάδος Α12 καθηγητῶν μαθημάτων γενικῆς ἐκπαιδεύσεως θέσεις τρεῖς (3) ἐξ ὧν δύο (2) Θεολόγων καὶ μία (1) Χημικοῦ, ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ ἕως καθηγητοῦ σὺν 1)3.

Κλάδος Α13 καθηγητῶν Σωματικῆς Ἀγωγῆς.

Θέσεις δύο (2) ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ ἕως καθηγητοῦ σὺν 1)3.

ΙΙ. Διδακτικὸν Προσωπικὸν Ἀνωτέρας Σχολῆς Ἠλεκτρονικῶν.

Α' Κατηγορία.

Κλάδος Α14 καθηγητῶν Ἠλεκτρονικῶν μαθημάτων.

Θέσεις πέντε (5) ἐπὶ βαθμῷ καθηγητοῦ Σχολῶν Ὑπομηχανικῶν Ε.Μ.Π.

Κλάδος Α15 καθηγητῶν μαθημάτων φυσικῆς καὶ μαθηματικῶν θέσεις τέσσαρες (4) ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ Σχολῶν Ὑπομηχανικῶν Ε.Μ.Π. ἐξ ὧν δύο (2) τοῦ μαθήματος τῆς Φυσικῆς καὶ δύο (2) τοῦ μαθήματος τῶν μαθηματικῶν.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β8 Ἐπιμελητῶν ἐργαστηρίων.

Θέσεις πέντε (5) πτυχιούχων Ἀνωτέρων Σχολῶν Ἠλεκτρονικῶν ἐπὶ βαθμοῖς 8ῳ ἕως 6ῳ.

ΙΙΙ. Διοικητικὸν Προσωπικόν.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β9 Λογιστικὸς—Διαχειριστικός.

Θέσεις τέσσαρες (4) ἐπὶ βαθμοῖς 11ῳ ἕως 6ῳ.

Κλάδος Β10 Διοικητικός.

Θέσεις τρεῖς (3) ἐπὶ βαθμοῖς 11ῳ ἕως 6ῳ.

Κλάδος Β11 δακτυλογράφων.

Θέσεις τέσσαρες (4) ἐπὶ βαθμοῖς 11ῳ ἕως 6ῳ.

ΙV. Βοηθητικὸν Προσωπικόν.

Γ' Κατηγορία.

Κλάδος Γ2 Ἀποθηκαρίου Ὑλικοῦ.

Θέσις μία (1) ἀποθηκαρίου ὑλικοῦ ἐπὶ βαθμοῖς 13ῳ ἕως 8ῳ.

Ἄρθρον 3.

Ὡς εἰδικὰ τυπικὰ προσόντα διορισμοῦ εἰς τὸν εἰσαγωγικὸν βαθμὸν τῶν διὰ τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος συνιστωμένων θέσεων ὁρίζονται τὰ κάτωθι:

α. Διὰ τὸν κλάδον Α12, πτυχίον τῆς Θεολογικῆς Σχολῆς ἢ τοῦ Χημικοῦ τμήματος τῆς Φυσικομαθηματικῆς Σχολῆς ἡμεδαποῦ Πανεπιστημίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς διὰ τὴν διδασκαλίαν μαθημάτων τῆς εἰδικότητός των ἢ συναφοῦς εἰδικότητος.

ε. Διὰ τὸν κλάδον Α13 πτυχίον τῆς Ἐθνικῆς Ἀκαδημίας Σωματικῆς Ἀγωγῆς.

γ. Διὰ τὸν κλάδον Α14 δίπλωμα Ἀνωτάτης Σχολῆς Ἠλεκτρονικῶν ἢ Μηχανολόγου Ἠλεκτρολόγου τοῦ Ἐθνικοῦ Μετσοβίου Πολυτεχνείου ἢ Πολυτεχνικῆς Σχολῆς τῆς ἡμεδαπῆς ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς ἢ πτυχίον Ραδιοηλεκτρολόγου τῆς Φυσικομαθηματικῆς Σχολῆς ἡμεδαποῦ Πανεπιστημίου ἢ ἰσοτίμου Ἀνωτάτης Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς.

δ. Διὰ τὸν κλάδον Α15 πτυχίον τοῦ Φυσικοῦ τμήματος προκειμένου περὶ διδασκαλίας τοῦ μαθήματος τῆς Φυσικῆς ἢ τοῦ μαθηματικοῦ τμήματος προκειμένου περὶ διδασκαλίας τοῦ μαθήματος τῶν μαθηματικῶν Φυσικομαθηματικῆς Σχολῆς ἡμεδαποῦ Πανεπιστημίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς.

Διὰ τοὺς κλάδους Α14 καὶ Α15 ἀπαιτεῖται προσέτι καὶ πενταετὴς διδακτικὴ ἢ ἐπαγγελματικὴ πεῖρα ἀπὸ τῆς λήψεως τοῦ πτυχίου.

ε. Διὰ τὸν κλάδον Β8 πτυχίον Ἀνωτέρας Σχολῆς Ἠλεκτρονικῶν καὶ τριετὴς ἐργαστηριακὴ ἀπασχόλησις ἢ ἄσκησις τοῦ ἐπαγγέλματος.

στ. Διὰ τὸν κλάδον Β9, ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς Μέσης Ἐκπαιδεύσεως ἢ πτυχίον Μέσης Ἐπαγγελματικῆς Σχολῆς Λογιστῶν καὶ ἀρτία γνῶσις Λογιστικῶν μηχανῶν.

ζ. Διὰ τὸν κλάδον Β10 ἀπολυτήριον ἑξαταξίου Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς Μέσης Ἐκπαιδεύσεως.

η. Διὰ τὸν κλάδον Β11 ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς Μέσης Ἐκπαιδεύσεως καὶ ἀρτία γνῶσις δακτυλογραφίας.

θ. Διὰ τὸν κλάδον Γ2 ἀπολυτήριον Δημοτικοῦ Σχολείου.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ**

ΑΝΑΠΛΗΡ. ΠΡΟΕΔΡ. ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ — **ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ**

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 251

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 36)1968 Β. Δ. «περὶ παροχῆς προσωρινοῦ χρηματικοῦ βοηθήματος εἰς Χανσενικοὺς ναυτικοὺς» (ΦΕΚ 8 Α').

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν:

α) Τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 6002)1934 «περὶ προστασίας τῶν ἀνέργων ἐργατῶν θαλάσσης καὶ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν» (ΦΕΚ 37 Α').

β) Τὸ ἄρθρον μόνον τοῦ Νόμου 6287)1934 περὶ τροποποιήσεως τοῦ Ν. 6002)1934 περὶ προστασίας τῶν ἀνέργων ἐργατῶν θαλάσσης καὶ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν (ΦΕΚ 330 Α').

γ) Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Α.Ν. 113)1936 «περὶ συμπληρώσεως τοῦ Ν. 6002)1934 περὶ προστασίας τῶν ἀνέργων ἐργατῶν θαλάσσης καὶ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν».

δ) Τὸν Ν. 3141)1955 περὶ συστάσεως παρὰ τῷ ΥΕΝ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ (ΦΕΚ 34 Α').

ε) Τὴν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 3159)61)19.12.1969 συνεδρίασιν τῆς ΔΕΟΝ ληφθεῖσαν ἀπόφασιν.

στ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 1)2.2.1970 γνωμοδότησιν τοῦ Σ.Ε.Ν.

ζ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 166)26.2.1970 γνωμοδότησιν τοῦ Σ.τ.Ε., προτάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 36)1968 Β. Δ. «περὶ παροχῆς προσωρινοῦ χρηματικοῦ βοηθήματος εἰς Χανσενικοὺς Ναυτικούς», τροποποιεῖται ὡς κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

1. Ναυτικοὶ καταστάντες ἢ καθιστάμενοι ἀνίκανοι πρὸς οἱανδήποτε ἐργασίαν συνεπείᾳ προσβολῆς ἐκ τῆς νόσου τοῦ Χάνσεν, δύνανται κατὰ τὸν χρόνον τῆς νοσηλείας των ἐν Δημοσίῳ Νοσοκομείῳ Λοιμωδῶν Νόσων ἢ μετὰ τὴν ἐκ τούτου ἔξοδον αὐτῶν νὰ τύχωσι μηνιαίου χρηματικοῦ βοηθήματος ἐπὶ 5 κατ' ἀνώτατον ὅριον ἔτη, ἐφ' ὅσον κέκτηνται διετοῦς τοὐλάχιστον θαλασσίας ὑπηρεσίας ἀπὸ τῆς ἀπογραφῆς των, ἢ 18μήνου τοιαύτης ἐφ' ὅσον ἡ εἰσαγωγὴ των εἰς Δημόσιον Νοσοκομεῖον Λοιμωδῶν Νόσων ἐπραγματοποιήθη ἢ πραγματοποιεῖται ἐντὸς ἑξαμήνου ἀπὸ τῆς τελευταίας ἐκ τοῦ πλοίου ἀπολύσεώς των.

2. Αἱ κατὰ τὸ παρὸν Β. Διάταγμα προϋποθέσεις διὰ τὴν καταβολὴν τοῦ βοηθήματος ἐξακριβοῦνται, ἡ μὲν ναυτικὴ ὑπηρεσία ἐκ τῶν Μητρώων Ναυτικῶν τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἡ δὲ προσβολὴ ἐκ τῆς Νόσου Χάνσεν καὶ ἡ συνεπείᾳ ταύτης ἀνικανότης πρὸς ἐργασίαν διὰ βεβαιώσεως τοῦ Δημοσίου Νοσοκομείου Λοιμωδῶν Νόσων.

3. Τὸ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος χορηγούμενον μηνιαῖον χρηματικὸν βοήθημα ἀποτελεῖ εἰδικὴν προσωποπαγῆ παροχὴν χορηγουμένην ἐφ' ὅσον ὑφίσταται ἡ κατὰ τὴν παρ. 1 ὁριζομένη ἀνικανότης.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ

(4)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 252

Περὶ παροχῆς ἀδείας εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» ὅπως μεταβιβάσῃ ἀπαλλοτριωθεῖσαν ὑπὲρ αὐτῆς ἔκτασιν 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας, εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ Ν. Δ. 2176)52 «περὶ μέτρων προστασίας τῆς ἐπαρχιακῆς βιομηχανίας».

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Ε. 9248)16.8.68 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας περὶ ἀπαλλοτριώσεως ἐκτάσεως ἐμβαδοῦ 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας ὑπὲρ τῆς ἐν Ἀθήναις Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ — ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» πρὸς ἵδρυσιν ὑπὸ ταύτης νέου ἐργοστασίου παραγωγῆς προϊόντων ἀλουμινίου (Φ.Ε.Κ. 159)τ. Δ')31.8.68).

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Ε. 9249)14.8.68 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας περὶ ἀπαλλοτριώσεως ἐκτάσεως ἐμβαδοῦ 37.240 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας ὑπὲρ τῆς ἐν Ἀθήναις Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ» πρὸς ἵδρυσιν ὑπὸ ταύτης νέου ἐργοστασίου παραγωγῆς χαλκοῦ καὶ καλωδίων (Φ.Ε.Κ. 159)τ. Δ')31.8.68).

4. Τὰς διατάξεις τοῦ Α. Ν. 65)67 καὶ τῆς εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθείσης ὑπ' ἀριθ. 91533)67 κοινῆς ἀποφάσεως τοῦ Ἀντιπροέδρου τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας «περὶ διατηρήσεως Συμβουλίων καὶ Ἐπιτροπῶν τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας».

5. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 15583)70 ἀπὸ κοινοῦ αἴτησιν τῶν Ἑταιρειῶν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» καὶ Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ», περὶ παροχῆς ἀδείας μεταβιβάσεως τῆς ἐν παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἀπαλλοτριωθείσης ὑπὲρ τῆς Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» ἐκτάσεως εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ», ἐπὶ σκοπῷ ἱδρύσεως ὑπὸ ταύτης τοῦ ἐν τῇ παραγράφῳ 3 ἐργοστασίου, ἐπὶ ἐκτάσεως 87.790 τ.μ., προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Παρέχομεν τὴν ἄδειαν εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ», ὅπως μεταβιβάσῃ εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ» τὴν περιελθοῦσαν εἰς αὐτὴν ἐξ ἀναγκαστικῆς ἀπαλλοτριώσεως, κηρυχθείσης διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. Ε. 9248)16.8.68 κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας, ἔκτασιν τῶν 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας, ἐπὶ σκοπῷ ἱδρύσεως ὑπὸ τῆς ὑπὲρ ἧς ἡ μεταβίβασις Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ» τοῦ ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἐργοστασίου, ἐπὶ ἐκτάσεως 87.790 τ.μ., ὡς ἡ μεταβιβαζομένη ἔκτασις εἰκονίζεται εἰς τὸ ἀπὸ Νοεμβρίου 1966 κτηματολογικὸν διάγραμμα καὶ εἰς τὸν ἐπ' αὐτοῦ κτηματολογικὸν πίνακα «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» τῶν Μηχανικῶν Δημητρίου Λεωνίδα καὶ Μ. Κοφινάκου, δεόντως τεθεωρημένου τὴν 27.1.68 ὑπὸ τῆς Δ)νσεως Γ' τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Βιομηχανίας τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(5)

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἀποφάσεως Ν. Ε. (συν. 1444)1)3.11.64) «περὶ ἐλέγχου πωλήσεων ἐπὶ πιστώσει».

('Απόσπασμα πρακτικῶν τῆς ὑπ' ἀριθ. 1556)17.3.70 Συνεδριάσεως τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς).

ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ Νομισματικὴ Ἐπιτροπὴ ἀναφερομένη εἰς τὴν ἀπόφασιν αὐτῆς (συν. 1344)1)3.11.64), ἀπεφάσισε:

Τροποποιοῦσα καὶ συμπληροῦσα ἐν προκειμένῳ τὴν ἐν λόγῳ ἀπόφασιν τὰ κάτωθι:

Α' Τὴν ἀντικατάστασιν τοῦ ἐν παραγράφῳ Γ' ὑπ' ἀριθ. 5 ἐδαφίου ὡς ἀκολούθως:

«5ον) Διὰ τὰ λεωφορεῖα ΠΟΥΛΜΑΝ ἐλάχιστον εἰσπρακτέον τοῖς μετρητοῖς ποσὸν 25 ο)ο τοῦ ὅλου τιμήματος καὶ μέγιστον χρονικὸν διάστημα οἱ 48 μῆνες».

Β'. Τὴν ἀντικατάστασιν τοῦ ἐν παραγράφῳ Γ' ὑπ' ἀριθ. 6 ἐδαφίου ὡς τοῦτο συνεπληρώθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 1476)6)21.10.1967 ἀποφάσεως τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς ὡς κάτωθι:

«6ον) Διὰ τὰ φορτηγὰ αὐτοκίνητα δημοσίας χρήσεως, αὐτοκίνητα ψυγεῖα καὶ τὰ Λεωφορεῖα δημοσίας χρήσεως, (εἴτε πρόκειται περὶ πλήρων τοιούτων, εἴτε περὶ τῶν πλαισίων ἢ ἀμαξωμάτων αὐτῶν κεχωρισμένως) ἁπάντων τῶν ἀνωτέρω, ἀγοραζομένων εἴτε εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἐν χρήσει πεπαλαιωμένων τοιούτων, εἴτε διὰ νὰ τεθῶσιν τὸ πρῶτον εἰς κυκλοφορίαν, τὸ ἐλάχιστον εἰσπρακτέον τοῖς μετρητοῖς ποσὸν τοῦ ὅλου τιμήματος καθορίζεται:

α) Διὰ τὰ κατὰ τὰ ἀνωτέρω φορτηγὰ καὶ ψυγεῖα αὐτοκίνητα ὡς καὶ τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐντεταγμένα εἰς τὰ ἀστικὰ ἢ ὑπεραστικὰ Κ.Τ.Ε.Λ. τῆς περιφερείας Πρωτευούσης εἰς 25 ο)ο.

β) Διὰ τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐντεταγμένα εἰς τὰ ἐπαρχιακὰ (ἀστικὰ ἢ ὑπεραστικὰ) Κ.Τ.Ε.Λ. εἰς 15ο)ο.

Ἀστιστοίχως τὸ μέγιστον χρονικὸν ὅριον ἐξοφλήσεως τοῦ ἐπὶ παρεχομένῃ πιστώσει, τιμήματός των ὁρίζεται:

αα) Διὰ τὰ λεωφορεῖα μείζονος τύπου δημοσίας χρήσεως, αὐτοκίνητα ψυγεῖα, φορτηγὰ αὐτοκίνητα δημοσίας χρήσεως, ὑπεραστικὰ λεωφορεῖα, οἱ 48 μῆνες.

ββ) Διὰ τὰ λεωφορεῖα, τὰ ἀγοραζόμενα Ι) παρὰ λεωφορειούχων ἐντεταγμένων εἰς ἐπαρχιακὰ Κ.Τ.Ε.Λ. (πλὴν τοῦ 8ου Ἀττικῆς) οἱ 96 μῆνες, ΙΙ) παρὰ λεωφορειούχων ἐντεταγμένων εἰς τὰ λοιπὰ Κ.Τ.Ε.Λ. συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ 8ου Ἀττικῆς, οἱ 60 μῆνες.

γγ) Διὰ τὰ αὐτοκίνητα ψυγεῖα, ἐφ' ὅσον ἡ ἀξία ἑκάστου ὑπερβαίνει τὰς δραχ. 900.000 οἱ 72 μῆνες».

Γ'. Τὴν προσθήκην ἐν παραγράφῳ ΙΙ)1 τῆς προαναφερομένης ὑπ' ἀριθ. 1344)64 ἀποφάσεως καὶ μετὰ τὰ ἐνδεικτικῶς ἀναφερόμενα γεωργικὰ κλπ. μηχανήματα ὡς εἴδη διαρκείας, τῆς ἀκολούθου διατάξεως:

«Ὡς εἴδη διαρκείας ἐνδεικτικῶς σημειοῦνται καὶ τὰ κάτωθι ἁλιευτικὰ εἴδη:

α) Ἁλιευτικὰ δίκτυα.

β) Ἰχθυανιχνευτικὰ βυθόμετρα».

Ἡ παροῦσα ἀπόφασις δημοσιευομένη εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως συμφώνως πρὸς τὸ Ν. Δ. 588)48 καὶ 3838)1958 ἰσχύει μετὰ εἰκοσαήμερον ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς της.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Μαρτίου 1970

Ὁ Ὑποδιευθυντὴς

ΠΑΝ. ΚΑΜΠΕΡΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ